

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS

Projet de règlement numéro 285-20

Règlement modifiant le règlement numéro 273-19 édictant le schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC des Collines-de-l'Outaouais – Territoires incompatibles avec l'activité minière (TIAM)

ATTENDU QUE le règlement n° 273-19 édictant le schéma d'aménagement et de développement révisé de troisième génération est entré en vigueur le 6 février 2020 suite à son approbation par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation ;

ATTENDU QUE l'article 6 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* permet à la MRC de délimiter, à l'intérieur de son schéma d'aménagement et de développement, les territoires incompatibles avec l'activité minière;

ATTENDU QUE la MRC compte plusieurs territoires sensibles à l'intérieur desquels les activités minières pourraient avoir des incidences notables sur la viabilité de certaines activités qui s'y exercent présentement ;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a déposé, en 2016, ses nouvelles orientations en matière d'activité minière, lesquelles établissent les règles à respecter par les MRC lors de la délimitation des territoires incompatibles avec l'activité minière (TIAM);

ATTENDU QU'en 2018, le Conseil des maires de la MRC a approuvé une cartographie préliminaire délimitant les territoires incompatibles à l'activité minière;

ATTENDU QUE la MRC a demandé, de façon répétitive, au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) de procéder à la suspension temporaire d'octroi de nouveaux titres miniers sur ses territoires incompatibles avec l'activité minière et que ledit ministère a acquiescé à ces demandes en renouvelant, à plus d'une occasion, cette suspension temporaire;

ATTENDU QUE les demandes de suspension temporaire d'octroi de nouveaux titres miniers formulées par la MRC étaient motivées par le fait que cette dernière était engagée dans le processus de révision de son schéma d'aménagement et de développement (SAD) et qu'elle souhaitait compléter cet exercice de planification préalablement à l'intégration des TIAM à l'intérieur du SAD ;

ATTENDU QUE suite à l'entrée en vigueur du SAD, la MRC peut désormais procéder à l'intégration des TIAM à l'intérieur de celui-ci;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 47 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, la MRC peut modifier son schéma d'aménagement ;

EN CONSÉQUENCE, le présent règlement ordonne, statue et décrète ce qui suit :

ARTICLE 1. Le préambule du présent règlement fait partie intégrante de celui-ci.

ARTICLE 2. Le règlement n° 285-20 est modifié de la façon suivante:

- À la page 82 (volet industriel), à la suite du deuxième paragraphe, le texte suivant est ajouté :

« En vertu de l'article 6 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, la MRC peut délimiter tout territoire incompatible avec l'activité minière (TIAM) au sens de l'article 304.1.1 de la *Loi sur les mines*. Aussi, le SAD identifie les TIAM à l'intérieur desquels l'octroi de nouveaux titres miniers sera formellement interdit. Il est à noter que cette mesure ne vise pas l'extraction de substances minérales de surface sur terres privées où, en vertu de la *Loi sur les mines*, le droit à ses substances appartient au propriétaire du sol. Dans ce dernier cas, mentionnons que l'extraction de substances minérales de surface sur les terres de tenure privée peut faire l'objet d'une interdiction ou de restrictions selon les modalités prévues au chapitre IV (tableau 4.2 – Grille de compatibilité) du SAD. La délimitation des TIAM correspond à des territoires où la viabilité des activités qui s'y déroulent serait compromise par les impacts découlant de l'activité minière. Ces territoires correspondent notamment aux périmètres d'urbanisation définis au chapitre V du SAD (y compris une bande de protection de 1 km autour), les ensembles résidentiels intégrés situés sur un même lot comprenant cinq (5) bâtiments résidentiels et plus (y compris une bande de protection de 600 mètres autour), les activités à caractère urbain hors périmètre d'urbanisation (commerces et industries), les secteurs agricoles dynamiques identifiés au plan d'affectation du territoire accompagnant le SAD, les territoires où s'exercent des activités récréatives intensives, les territoires de conservation, les territoires et activités patrimoniaux.

- Le volet 4.9 (Grille de compatibilité – Tableau 4.2) est modifié de la façon suivante :

- La grille de compatibilité est modifiée par la substitution du symbole « Activité compatible » par celui de « Activité compatible avec restriction (s) » et l'ajout de l'annotation 8 à l'intersection de ligne « Exploitation des substances minérales » et de la colonne « Industrielle. »

- Suppression, à l'annotation 8, de la phrase «*Dans l'aire d'affectation, des territoires incompatibles à l'activité minière (TIAM) pourraient être identifiés en vertu de l'orientation gouvernementale en aménagement du territoire pour l'activité minière* » et ajout de la phrase « *Dans les territoires incompatibles avec l'activité minière (TIAM – réf. annexe D), l'octroi de nouveaux titres miniers est formellement interdit lorsque le droit aux substances minérales appartient à l'État sauf dans l'aire d'affectation industrielle de la municipalité de La Pêche localisée de la secteur Edelweiss.* »

- Suppression, à l'annotation 16, de la phrase « *Dans l'aire d'affectation, des territoires incompatibles à l'activité minière (TIAM) pourraient être identifiés en vertu de l'orientation gouvernementale en aménagement du territoire pour l'activité minière* » et par l'ajout de la phrase « *Dans les territoires incompatibles avec l'activité minière (TIAM), l'octroi de nouveaux titres miniers est interdit (réf. Annexe D)* »;

- L'article 10.7.3 intitulé « Carrière et sablière » est modifié comme suit :

- Modifier le titre de l'article 10.7.3 par « *Carrière, sablière et autres activités minières* »;

- Modifier le paragraphe a) en supprimant les usages « école ou autre établissement d'enseignement », « temple religieux », « établissement visé à la

Loi sur les services de santé et les services sociaux » et « terrain de camping », en ajoutant « immeuble protégé au sens de l'article 10.2 du document complémentaire » ainsi que la phrase suivante :

« Les sources d'eau potable communautaires sont prohibées à moins de 1000 mètres de toute aire d'exploitation de carrière. »

- Modifier le paragraphe b) en supprimant les usages « école ou autre établissement d'enseignement », « temple religieux » et « établissement visé à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* » et « terrain de camping », en ajoutant « immeuble protégé au sens de l'article 10.2 du document complémentaire » ainsi que la phrase suivante :

. « Les sources d'eau potable communautaires sont prohibées à moins de 1000 mètres de toute sablière. »

- Ajouter les dispositions suivantes :

c) Mine et parc à résidus miniers :

Les constructions et usages suivants sont prohibés à moins de 1000 mètres d'une mine et d'un parc à résidus miniers:

- habitation;
- immeuble protégé au sens de l'article 10.2 du document complémentaire.

Les sources d'eau potable communautaires sont prohibées à moins de 1000 mètres d'une mine et d'un parc à résidus miniers.

- Ajouter la carte intitulée « Territoires incompatibles avec l'activité minière » à l'annexe D du schéma d'aménagement et de développement révisé.

ARTICLE 3. Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Règlement adopté par le Conseil le () 2020 par sa résolution ()

Marc Carrière
Préfet

Benoît Gauthier
Directeur général et
secrétaire-trésorier



DOCUMENT JUSTIFICATIF – TERRITOIRES INCOMPATIBLES AVEC L'ACTIVITÉ MINIÈRE (TIAM)

INTRODUCTION :

« En vertu de l'article 6 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, la MRC peut délimiter tout territoire incompatible avec l'activité minière (TIAM) au sens de l'article 304.1.1 de la *Loi sur les mines*. Aussi, le SAD identifie les TIAM à l'intérieur desquels l'octroi de nouveaux titres miniers sera formellement interdit. Il est à noter que cette mesure ne vise pas l'extraction de substances minérales de surface sur terres privées où, en vertu de la *Loi sur les mines*, le droit à ses substances appartient au propriétaire du sol.

Par la détermination des TIAM, la MRC indique son intention de protéger les secteurs sensibles de son territoire où l'activité minière serait susceptible de compromettre la pérennité de ceux-ci. Ces secteurs correspondent principalement aux périmètres d'urbanisation des municipalités locales, concentrations résidentielles hors périmètre d'urbanisation regroupant au moins 5 bâtiments résidentiels et plus, activités à caractère urbain telles que les commerces regroupant au moins 5 lots sur lesquels une ou plusieurs de ces activités sont présentes, secteurs agricoles dynamiques, aux parcs et territoires récréotouristiques intensifs.

PÉRIMÈTRES D'URBANISATION ET BANDE DE PROTECTION :

Les périmètres d'urbanisation forment des territoires à vocation urbaine et de centralité assortis des notions de concentration, de croissance et de pluralisme des fonctions. Ils contribuent à une meilleure différenciation entre les milieux ruraux et urbains. Les périmètres d'urbanisation favorisent l'organisation du développement à l'échelle locale, de même qu'une meilleure planification des équipements et infrastructures publics. Leur délimitation contribue à la maîtrise de la croissance urbaine et permet d'orienter les développements vers des territoires urbains circonscrits. Les périmètres d'urbanisation traduisent, en plus d'une volonté d'assurer une diversité plus grande des fonctions de services à la communauté ainsi qu'aux visiteurs, un besoin d'envisager une structuration plus dense de l'organisation spatiale du territoire. En somme, les périmètres d'urbanisation constituent le cœur des municipalités et le pôle d'attraction de celles-ci. Dans la MRC, les périmètres d'urbanisation coïncident généralement aux noyaux

villageois des municipalités locales à l'intérieur desquels on note une certaine mixité des fonctions et une densité variable.

La MRC compte 9 périmètres d'urbanisation sur son territoire. Parmi les 6 municipalités locales de la MRC, seule la municipalité de L'Ange-Gardien ne dispose d'aucun périmètre d'urbanisation en raison de l'absence d'un noyau villageois dans celle-ci. La MRC indique donc son intention d'assurer la protection de ces derniers en les intégrant à l'intérieur des TIAM incluant une bande de protection de 1 km sur leur pourtour.

Les périmètres d'urbanisation regroupent des fonctions dont la majorité s'avère sensible à certaines activités traditionnellement exercées hors de ceux-ci. De façon à assurer une cohabitation harmonieuse des usages qui s'y côtoient, le schéma d'aménagement et de développement de la MRC précise les intentions du Conseil des maires à cet égard dont celle de diriger hors des aires d'affectation urbaine les activités liées à l'exploitation des matières premières. Le bruit, la poussière et la vibration générés par les activités minières rendent peu souhaitable leur présence en milieu urbain. Afin de préserver la qualité de vie des résidents des centres-villageois, la MRC demande au gouvernement du Québec de ne plus procéder à l'émission de nouveaux titres miniers dans les périmètres d'urbanisation. Le chapitre V du schéma d'aménagement et de développement de la MRC présente la cartographie des 9 périmètres d'urbanisation de son territoire, à savoir :

- Périmètre d'urbanisation de la municipalité de Cantley (figure 5.1);
- Périmètre d'urbanisation de la municipalité de Chelsea – Village de Chelsea (figure 5.2);
- Périmètre d'urbanisation de la municipalité de Chelsea – Farm Point (figure 5.3);
- Périmètre d'urbanisation de la municipalité de La Pêche – Sainte-Cécile-de-Masham (figure 5.4);
- Périmètre d'urbanisation de la municipalité de La Pêche – Wakefield (figure 5.5);
- Périmètre d'urbanisation de la municipalité de Pontiac – Quyon (figure 5.7);
- Périmètre d'urbanisation de la municipalité de Val-des-Monts – Perkins (figure 5.8);
- Périmètre d'urbanisation de la municipalité de Val-des-Monts – Saint-Pierre-de-Wakefield (figure 5.9);
- Périmètre d'urbanisation de la municipalité de Val-des-Monts – Poltimore (figure 5.10).

Le schéma d'aménagement et de développement de la MRC peut être consulté à partir du lien suivant :

<https://www.mrcdescollinesdeloutaouais.qc.ca/>

ACTIVITÉS URBAINES HORS PÉRIMÈTRE D'URBANISATION ET BANDE DE PROTECTION :

Concentration résidentielle :

La MRC des Collines se caractérise par la dispersion spatiale de la fonction résidentielle sur son territoire. Ainsi, la vaste majorité des résidences ont été implantées hors des noyaux villageois de la MRC au cours de ces dernières décennies. Sur la base des unités d'évaluation foncière, la MRC a été en mesure d'identifier les regroupements de 5 résidences et plus; ces regroupements totalisent 18 424 unités résidentielles. Ainsi, les activités résidentielles urbaines s'exerçant à l'extérieur des périmètres urbains à laquelle s'ajoute une bande de protection de 600 mètres couvrent une large partie du territoire de la MRC. Les territoires exempts de développements résidentiels ont généralement une vocation forestière où des activités de villégiature éparses s'y exercent.

Bien que les intentions de la MRC exprimées dans son nouveau schéma d'aménagement et de développement révisé visent notamment à freiner l'urbanisation diffuse sur son territoire en orientant le développement vers les périmètres d'urbanisation et certains secteurs ruraux circonscrits (zone de consolidation rurale), celle-ci souhaite que les développements résidentiels urbains hors périmètre d'urbanisation puissent également être reconnus par les instances gouvernementales concernées dans le cadre de la détermination des TIAM en plus de bénéficier de mesures de protection adéquates. L'activité minière peut engendrer des impacts négatifs sur les secteurs sensibles tels que les concentrations résidentielles. Le bruit, la poussière, les vibrations et les activités de transport lourds sont des conséquences de l'exploitation minière. Aussi, la MRC demande que les activités minières soient dirigées vers des secteurs susceptibles de favoriser une meilleure cohabitation avec les usages résidentiels à caractère urbain. La MRC désire ainsi préserver la qualité de vie et la quiétude des résidents de ces secteurs. Les territoires résidentiels urbains situés hors des noyaux villageois peuvent difficilement être déplacés en raison des impacts sociaux et environnementaux qui en résulteraient : destruction du milieu habité, appartenance des résidents à l'égard du territoire, impact sur la cohésion sociale et le voisinage, effets néfastes sur des secteurs à vocation résidentielle relativement densifiés, présence de milieux naturels sensibles (lacs et cours d'eau de villégiature), etc.

Concentrations commerciales :

À l'instar des usages résidentiels hors périmètre d'urbanisation, la MRC a procédé à l'identification des usages commerciaux présents à l'extérieur des noyaux villageois à partir des unités d'évaluation foncière. Celles-ci se retrouvent généralement à l'intérieur des secteurs où les usages résidentiels y sont relativement densifiés. Plusieurs de ces commerces ont un rôle de desserte locale et répondent aux besoins de la population résidant à proximité alors que d'autres ont plutôt une fonction de type « commercial industriel ». La plupart de ces commerces font partie intégrante des aires de protection

applicables aux concentrations résidentielles hors périmètre d'urbanisation. On dénombre environ 200 commerces à l'intérieur des territoires visés par les TIAM de la MRC.

Les commerces locaux contribuent généralement à la qualité de vie des collectivités rurales et favorisent le maintien d'un lien social dans le milieu. Il est donc peu souhaitable que ceux-ci soient déplacés afin de laisser place aux activités minières. De plus, tel qu'explicité précédemment, les commerces ruraux sont généralement compris à l'intérieur de secteurs résidentiels visés par une inclusion à l'intérieur des TIAM. De ce fait, la substitution des activités commerciales par les activités extractives entraînerait des effets importants sur le milieu habité (bruit, poussière, vibration, etc.). Conséquemment, la présence des activités minières dans les aires de concentration commerciales en milieu rural doit être exclue afin d'éviter les problèmes de cohabitation.

ACTIVITÉ AGRICOLE (ZONE AGRICOLE DYNAMIQUE)

La zone agricole dynamique se caractérise par la présence de vastes étendues en culture, marquées par la présence d'entités agricoles. La majorité des entreprises agricoles s'y concentrent. Les terres sont généralement de bonne qualité pour les productions agricoles. Cette zone se distingue par une primauté de l'agriculture sur les autres activités. Elle englobe également certains boisés privés et friches agricoles. Toutefois, ces derniers demeurent négligeables en regard des terres en culture. La zone agricole dynamique est vouée au développement prioritaire de l'agriculture. Cette dernière est définie au plan d'affectation du territoire accompagnant le schéma d'aménagement et de développement révisé (SAD) de la MRC (voir secteurs agricoles dynamiques). Conformément aux dispositions du SAD, les usages non agricoles ne peuvent généralement s'y exercer qu'en complémentarité avec l'activité agricole ou lorsque la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* s'applique.

La zone agricole de la MRC couvre approximativement 35% du territoire de la MRC, soit une superficie de 72 054 hectares. Un peu plus de 230 entreprises agricoles opèrent leurs activités à l'intérieur de celle-ci et génèrent des revenus de plusieurs millions de dollars. Les élus de la MRC ont manifesté le désir d'assurer la reconnaissance de la zone agricole comme base territoriale pour la pratique agricole et d'y favoriser une occupation dynamique axée sur le développement prioritaire de l'agriculture. À cet égard, la MRC s'est dotée du « Plan de développement de la zone agricole (PDZA) » dans lequel plusieurs actions ont été retenues afin de permettre l'atteinte de cet objectif.

Dans ce contexte et considérant l'importance que revêt l'agriculture pour l'économie régionale, la MRC demande de limiter l'insertion des usages non agricoles à l'intérieur de la zone verte, notamment dans la zone agricole dynamique, et ce, afin d'y préserver le plein potentiel agricole. Aussi, les activités minières devraient y être proscrites puisqu'elles s'avèrent incompatibles avec l'atteinte de cet objectif. Qui plus est, l'exploitation de substances minérales en zone verte pourrait avoir pour effet de rendre inutilisables des superficies agricoles à fort potentiel. Ajoutons que les entreprises agricoles sont

difficilement déplaçables puisqu'elles dépendent de la mise en valeur des sols qui, pour la plupart, demeurent de très bonne qualité pour la culture. Mentionnons que la présence d'usages résidentiels dans la zone agricole dynamique demeure relativement importante d'où la volonté de la MRC d'y interdire l'implantation de nouvelles résidences dissociées dans l'activité agricole. Aussi, l'exercice d'autres usages non agricoles, dont les exploitations minières, dans la zone agricole dynamique ne ferait que réduire les possibilités d'utilisation des sols agricoles à des fins de culture.

ACTIVITÉ RÉCRÉOTOURISTIQUE INTENSIVE

Les territoires récréotouristiques intensifs sont généralement identifiés au plan d'affectation du territoire accompagnant le schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC. Ces territoires d'intérêt régional sont principalement voués au développement récréatif et touristique. Les activités qui y sont autorisées visent la reconnaissance et le renforcement de cette vocation. La MRC entend favoriser le maintien d'un cadre propice à la mise en valeur et au développement des territoires récréotouristiques, notamment en y proscrivant les activités susceptibles d'engendrer des impacts négatifs sur ceux-ci (ex. coupes forestières, gravières et sablières, etc.).

Les zones résidentielles hors périmètre d'urbanisation incluses dans la proposition de TIAM englobent la majorité des superficies récréotouristiques pour lesquelles la MRC demande une protection particulière, et ce, en raison de l'application d'une bande de protection de 600 mètres autour desdites zones résidentielles. Les superficies récréatives résiduelles font donc l'objet d'une demande d'inclusion à l'intérieur des TIAM. Ces territoires récréatifs sont dotés d'infrastructures permanentes et correspondent aux sites suivants :

- Centre de ski Mont Cascades (municipalité de Cantley);
- Golf Mont Cascades (municipalité de Cantley);
- Club de ski de fond Nakkertok Nordique (municipalité de Cantley);
- Aventure Eco-Odyssée (municipalité de La Pêche);
- Golf Edelweiss (municipalité de La Pêche);
- Sommet Edelweiss (municipalité de La Pêche);
- Arbraska Laflèche (municipalité de Val-des-Monts).

Les territoires récréotouristiques intensifs contribuent de manière significative au développement économique de la MRC. Cette dernière est réputée pour la présence de multiples territoires récréatifs qui permettent à la population locale et régionale de se récréer en plus de profiter d'installations de qualité dédiées à cette fin et localisées à proximité des zones habitées. La MRC constitue un « terrain de jeu » exceptionnel pour la population de l'agglomération urbaine de Gatineau-Ottawa. Nous estimons donc que la présence d'activités minières sur ces territoires reste incompatible avec leur fonction première. Les impacts de l'exploitation minérale sur les territoires récréatifs nuiraient à la quiétude des lieux et seraient susceptibles d'engendrer des répercussions négatives sur

la qualité des paysages. Elles pourraient également avoir pour effet de compromettre la viabilité des territoires récréotouristiques en raison des motifs évoqués précédemment et de l'impossibilité de déplacer les équipements qui y sont présents puisque ces derniers demeurent étroitement associés aux éléments naturels des lieux : montagnes, cours d'eau, paysages, etc.

La présente section dresse un inventaire des principaux équipements et infrastructures existants à l'intérieur des sites récréatifs précités :

Centre de ski Mont Cascades :

448, chemin du Mont-des-Cascades
Municipalité de Cantley

Lots : 2 617 747, 2 617 789, 2 621 638, 2 621 639, 2 621 640, 2 621 641, 2 621 642, 2 621 643, 2 621 644, 2 621 645, 2 621 653.

Ce centre de ski dispose de plusieurs équipements permanents dont deux chalets d'accueil incluant une boutique, un centre de location, une école de neige, un restaurant et une cafétéria en plus d'un casse-croûte et de deux cliniques de premiers soins. On y compte six remontées mécaniques et une vingtaine de pistes de descente.

Le site est également constitué d'un parc aquatique doté de plusieurs équipements, soit des glissades d'eau, jeux d'eau ainsi que de quelques piscines. D'autre part, le site offre une possibilité de 25 km de sentiers pédestres et de raquettes en hiver.

Golf Mont Cascades :

915, chemin du Mont-des-Cascades
Municipalité de Cantley

Lots : 2 692 583, 2 692 584, 2 692 585, 2 692 586, 2 692 587, 2 692 588, 2 692 590, 2 692 591, 3 688 967, 3 688 969, 3 895 442.

Le golf du Mont Cascades a un parcours totalisant 6 200 verges et compte 18 trous. On y retrouve un pavillon d'accueil doté d'un restaurant et d'une salle de réception. Ce golf est situé à quelques minutes de la ville de Gatineau et s'inscrit dans un décor champêtre en plus d'offrir un magnifique panorama de collines et d'eau.

Club de ski de fond Nakkertok Nordique

Lots : 2 621 628 et 4 546 993

Situé à 15 minutes du centre-ville d'Ottawa, Nakkertok est le plus gros centre de ski de fond à l'est du Canada et se compose de 80 km de pistes concentrées à l'intérieur de deux secteurs distincts, soit Nakkertok Sud (Cantley) et Nakkertok Nord (Val-des-Monts). On y compte 30 sentiers de ski de fond de niveau débutant, intermédiaire et expert permettant aux adeptes de ce sport de pratiquer le style libre et classique. Deux sentiers sont illuminés pour le ski de soirée. Nakkertok possède ses propres canons à neige, permettant à ses usagers de skier dès la mi-novembre. Ajoutons que la pratique de la raquette est rendue possible sur le site grâce à l'aménagement de 10 km de sentiers dédiés à cette activité. Un chalet chauffé avec tables à manger ainsi que des refuges ont également été construits sur les lieux afin d'accueillir les amateurs de ces sports d'hiver.

Aventure Éco-Odyssée :

52, chemin les Sources
Municipalité de La Pêche (Wakefield)

Lots : 4 957 683, 5 487 852 et 3 389 922.

Aventure Éco-Odyssée est constitué d'un labyrinthe d'eau pouvant être parcouru en canot, pédalo ou surf à pagaie et qui s'inscrit au cœur de l'habitat du castor dont trois parcours sont accessibles. Le site comporte également un jeu d'action en plein air (tir de flèches) et un labyrinthe accessible à pied. L'hiver, le site offre des activités de patinage sur les canaux. On y retrouve des bâtiments d'hébergement en milieu naturel, soit un refuge, un gîte et un chalet.

Golf Edelweiss :

465, chemin Edelweiss
Municipalité de La Pêche (Wakefield)

Lots : 3 391 122, 3 391 155, 5 629 386, 6 105 260, 3 654 088, 3 654 089

Le golf Edelweiss comporte un parcours de 18 trous ainsi qu'un sentier de ski de fond de 5 km aménagé sur ce dernier. Un y retrouve un pavillon d'accueil notamment doté d'une salle de réception ainsi que des bâtiments accessoires utilisés par les besoins d'opération du terrain de golf.

Sommet Edelweiss :

538, chemin Edelweiss
Municipalité de La Pêche (Wakefield)

Lots : 3 389 874, 3 654 704.

Sommet Edelweiss est une station de ski alpin située dans la municipalité de La Pêche. Le domaine skiable comporte plusieurs descentes parfois interconnectées (près d'une vingtaine) et trois remontées mécaniques. Le bâtiment d'accueil regroupe une boutique de ski, un restaurant, une école de glisse et une billetterie. Des bâtiments secondaires associés aux opérations de la station de ski sont également présents sur le site.

Arbraska Laflèche :

255, route Principale
Municipalité de Val-des-Monts

Lots : 4 357 808- P01, 4 357 808 – P02 et 4 359 527

Arbraska Laflèche offre aux adeptes d'aventures de plein air des activités exceptionnelles dans un cadre naturel et enchanteur, notamment un parcours dans les arbres constitué de tyroliennes, ponts, passerelles, filets à grimper et de balançoires. Deux parcours sont accessibles; l'un est dédié aux enfants et l'autre aux adultes plus expérimentés. L'une des particularités du site est la présence de la caverne Laflèche qui permet d'initier les visiteurs à la spéléologie, la science et l'exploration des cavités en faisant connaître l'histoire géologique de plus de 20 000 ans du site. On note également la présence de sentiers permettant la randonnée pédestre sur un domaine qui s'étend sur une superficie d'environ 1 279 000 m². Outre les parcours dans les arbres, Arbraska Laflèche offre un circuit de tyroliennes « ziptour » permettant aux amateurs de sensations fortes le déplacement aérien de plate-forme en plate-forme. Le site regroupe un bâtiment d'accueil pour les visiteurs et un bâtiment secondaire.

ACTIVITÉ DE CONSERVATION (PARC)

Le parc de la Gatineau représente, pour l'ensemble des résidents de la région de la capitale nationale, une oasis de paix et de beautés sauvages, occupant une superficie totale de quelques 35 650 hectares. Il constitue la plus grande propriété immobilière placée sous la responsabilité de la Commission de la capitale nationale (CCN) et correspond à 17 % du territoire de la MRC.

Depuis sa création en tant que réserve forestière en 1938, le parc de la Gatineau a été appelé à remplir différents rôles au fil des ans. En 2005, la CCN a retenu le plan directeur du parc de la Gatineau, lequel est venu mettre à jour les objectifs privilégiés pour cet

équipement récréotouristique unique. Le concept d'aménagement retenu par la CCN, dans son plan directeur, propose une organisation spatiale qui s'articule autour du noyau central du parc de la Gatineau dont la vocation principale est la conservation. Toutefois, des aires d'activités récréatives respectueuses sont localisées près des populations contiguës au parc. Le patrimoine naturel et les paysages culturels sont maintenus et valorisés. Les services sont concentrés dans les aires d'accueil et les partenariats en périphérie sont favorisés.

Tel que précité, le parc de la Gatineau constitue un territoire fédéral sous la responsabilité de la Commission de la capitale nationale (CCN). Très prisé par la population régionale et par celle provenant des autres régions du Québec et de l'Ontario, le parc jouit d'une grande réputation en raison de son cadre naturel remarquable. Il subit cependant une forte pression en raison de son achalandage élevé, d'où la nécessité d'accroître sa protection et d'y limiter l'accès dans ses zones de conservation. Bien qu'il soit plus qu'improbable que les activités minières puissent s'exercer sur ce territoire fédéral et considérant que ce dernier constitue un joyau pour la région de l'Outaouais, la MRC demande formellement au gouvernement du Québec d'y proscrire les exploitations minérales. Par ailleurs, compte tenu du fort intérêt qu'il suscite auprès des excursionnistes et de la population en général, toutes formes d'activités incompatibles avec la vocation du parc de la Gatineau (récréative et conservation), n'obtiendrait pas l'acceptabilité sociale du milieu. Ainsi, la MRC est d'avis que ce territoire sensible requière une protection plus qu'appropriée afin d'y préserver la richesse faunique, floristique et paysagère qu'il recèle.

GESTION DES USAGES SENSIBLES AUX ABORDS DES SITES MINIERS

Le schéma d'aménagement et de développement (SAD) de la MRC prévoit l'établissement de mesures de distanciation entre les activités liées à l'exploitation des substances minérales et certains usages. L'instauration de ces mesures permettra de favoriser une cohabitation plus harmonieuse entre les activités minières et les usages sensibles s'exerçant sur le territoire. La MRC propose ainsi l'insertion des dispositions suivantes au SAD :

DISTANCE À RESPECTER (EN MÈTRES) ENTRE CERTAINS USAGES SENSIBLES ET LES ACTIVITÉS MINIÈRES

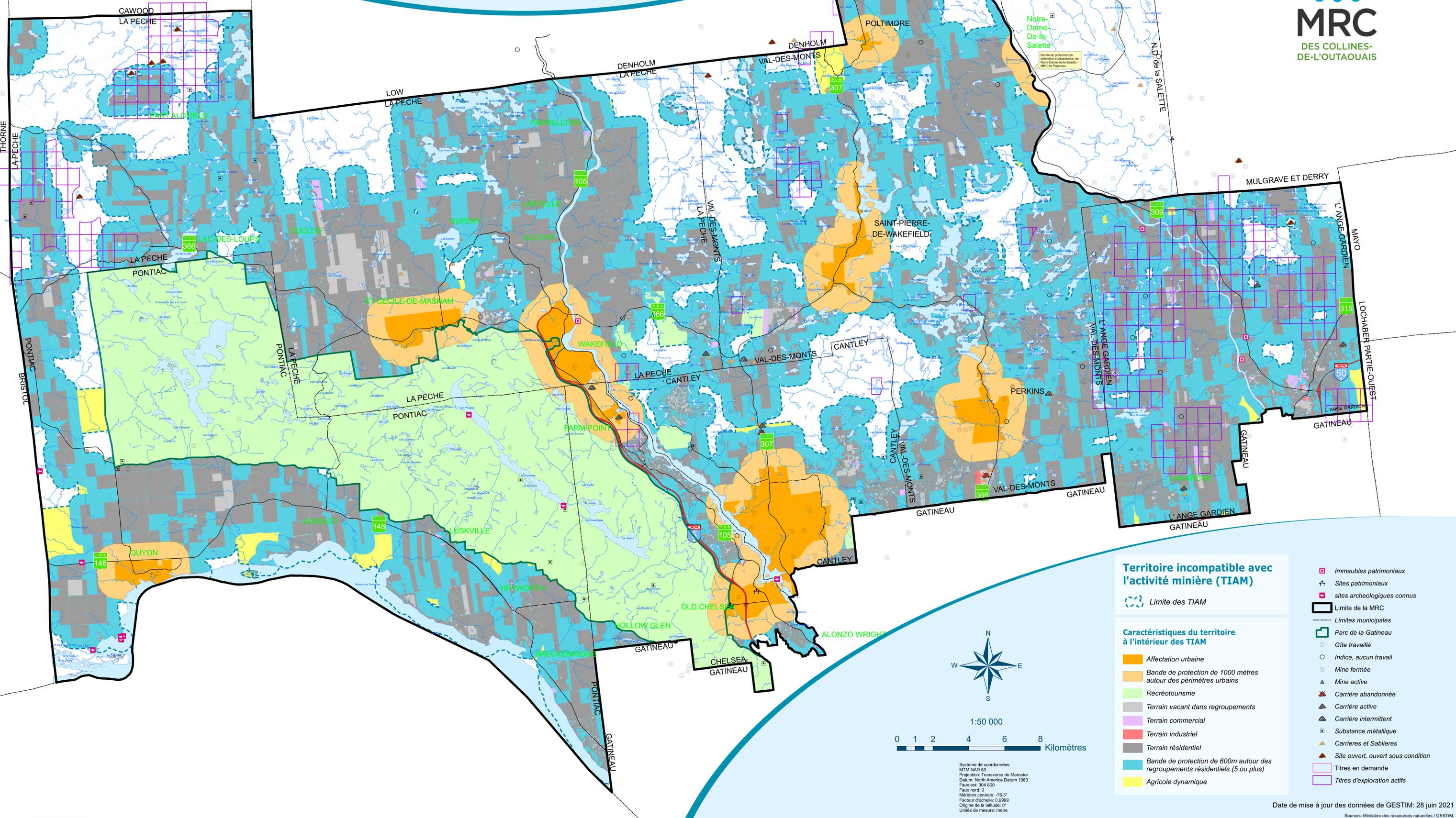
USAGES SENSIBLES	AIRE D'EXPLOITATION D'UNE CARRIÈRE	SABLIÈRE	MINE ET PARC À RÉSIDUS MINIERS
Habitation	600 m	150 m	1000 m
Immeuble protégé ⁽¹⁾	600 m	150 m	1000 m
Source d'eau potable communautaire	1000 m	1000 m	1000 m

(1) Immeuble protégé au sens de l'article 10.2 du « Document complémentaire » accompagnant le Schéma d'aménagement et de développement de la MRC.

Définition d'un immeuble protégé :

- a) un centre récréatif de loisir, de sport ou de culture;
- b) un parc municipal;
- c) une plage publique ou une marina;
- d) le terrain d'un établissement d'enseignement ou d'un établissement au sens de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.R.Q., c. S-4.2);
- e) un établissement de camping;
- f) les bâtiments sur une base de plein air ou d'un centre d'interprétation de la nature;
- g) le chalet d'un centre de ski ou d'un club de golf;
- h) un temple religieux;
- i) un théâtre d'été;
- j) un établissement d'hébergement au sens du Règlement sur les établissements touristiques, à l'exception d'un gîte touristique, d'une résidence de tourisme ou d'un meuble rudimentaire;
- k) un bâtiment servant à des fins de dégustation de vins dans un vignoble ou un établissement de restauration de 20 sièges et plus, détenteur d'un permis d'exploitation à l'année, ainsi qu'une table champêtre ou toute autre formule similaire lorsqu'elle n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitation des installations d'élevage en cause.

TERRITOIRE INCOMPATIBLE AVEC L'ACTIVITÉ MINIÈRE



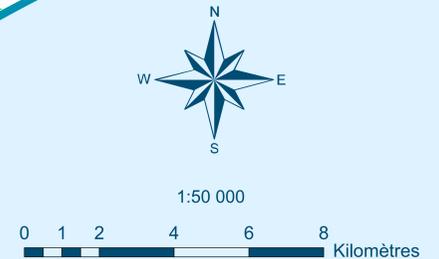
Territoire incompatible avec l'activité minière (TIAM)

Limite des TIAM

Caractéristiques du territoire à l'intérieur des TIAM

- Affectation urbaine
- Bande de protection de 1000 mètres autour des périmètres urbains
- Récréotourisme
- Terrain vacant dans regroupements
- Terrain commercial
- Terrain industriel
- Terrain résidentiel
- Bande de protection de 600m autour des regroupements résidentiels (5 ou plus)
- Agricole dynamique

- Immeubles patrimoniaux
- Sites patrimoniaux
- sites archéologiques connus
- Limite de la MRC
- Limites municipales
- Parc de la Gatineau
- Gîte travaillé
- Indice, aucun travail
- Mine fermée
- Mine active
- Carrière abandonnée
- Carrière active
- Carrière intermittente
- Substance métallique
- Carrières et Sablières
- Site ouvert, ouvert sous condition
- Titres en demande
- Titres d'exploration actifs



Système de coordonnées:
 MTM NAD 83
 Projection: Transverse de Mercator
 Datum: North America Datum 1983
 Faux est: 304 800
 Faux nord: 0
 Méridien centrale: -76.5°
 Facteur d'échelle: 0,9999
 Origine de la latitude: 0°
 Unités de mesure: mètre

Date de mise à jour des données de GESTIM: 28 juin 2021

Sources: Ministère des ressources naturelles / GESTIM, Rôle d'évaluation foncière de la MRC des Collines-de-l'Outaouais